

écco



EDITION FRANCAISE

ECO est publié par les Organisations non gouvernementales depuis la Conférence environnementale de Stockholm en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à COP-MOP 1, Montréal, Novembre-décembre 2005.

Post-2012 : le temps presse !

Nous en sommes tous convaincus, le changement climatique est un sujet sérieux. Certes, quelques grincheux peuvent remettre en question l'urgence d'entamer de nouvelles négociations. Mais quand les Académies des Sciences des différents pays du G8 implorent leurs gouvernements de diminuer significativement leurs émissions de GES et quand les dirigeants de grandes multinationales appellent les responsables politiques à prendre des engagements pour une stabilisation urgente des concentrations atmosphériques de GES, il faut se rendre à l'évidence : il faut agir maintenant !

La Conférence de Montréal est sans aucun doute la plus importante depuis celle de Kyoto en 1997. Notre mission, si nous l'acceptons, est la suivante : la première période d'engagements n'est en effet qu'une étape. Il faut nous mettre d'accord sur les procédures et la date butoir pour les négociations concernant des engagements toujours plus ambitieux pour l'après-2012. Et bien sûr, le Protocole ne s'autodétruit pas dans cinq seconde...

Afin de permettre à tous de mieux comprendre quelle est la tâche des grands de ce monde réunis ici, la Fondation David Suzuki et le Pembina Institute viennent juste de publier "Réduire radicalement les gaz à effet de serre" un rapport qui analyse les niveaux de réduction d'émissions que les différents pays devront atteindre après 2012. Et les projections d'impacts sont édifiantes : si la température globale moyenne avoisine les 2°C par rapport au niveau préindustriel, ce seront dix millions de personnes qui seront exposées à des risques d'inondations dans les zones côtières et à des risques de famines. Des centaines de milliers d'autres vivront sous la menace du paludisme, et des milliards de problèmes d'approvisionnement en eau. Près d'un tiers des espèces vivantes terrestre seront "en voie d'extinction" d'ici 2050 si les scénarios moyens se réalisent.

Le réchauffement climatique menace déjà aujourd'hui des communautés entières dans l'Arctique qui risquent tout simplement de disparaître et d'emporter leur culture avec eux.

L'étude des trajectoires détaillées des émissions montrent qu'il est nécessaire de réduire d'environ 50% d'ici 2050 les émissions actuelles pour stabiliser la concentration atmosphérique de GES autour de 400 ppm équivalent CO₂. On peut alors allouer aux différents pays, industrialisés et en développement, des objectifs et des trajectoires de réduction d'émissions selon le principe accepté par tous des *responsabilités communes mais différenciées*. Certes, ces cibles sont ambitieuses. Mais elles sont avant tout réalistes. Les experts de l'Université de Princeton ont récemment publié un rapport sur les options technologiques pour de tels types de réduction d'émissions.

Ils arrivent à la conclusion que "L'humanité peut résoudre le problème du changement climatique dans la première moitié de ce siècle, simplement en mettant en œuvre des technologies dont ils disposent déjà aujourd'hui...Chacune de ces options est en effet déjà mise en œuvre à des échelles industrielles, et elles ont fait leurs preuves".

Il n'est plus temps de se regarder le nombril. Il faut que les gouvernement trouvent rapidement un accord qui permettra de s'engager sur la voie de réduction plus importantes d'émissions de GES. Comme l'ont rappelé dans leur lettre les dirigeants des grandes multinationales, il est nécessaire d'arriver à un accord le plus tôt possible, pour offrir aux marchés une vision stable de ce que l'avenir des politiques climatiques leur réserve. Il faut penser et agir sur l'avenir du protocole dès aujourd'hui. Mais avec un peu d'imagination et d'ambition, on devrait y arriver.

Forêts tropicales à crédits

La question de la déforestation des forêts tropicales et de l'éligibilité aux crédits carbone a ré-émergé en 2005 à l'initiative de la Papouasie Nouvelle Guinée (PNG). Ces questions, débattues depuis Rio, avaient jusque-là toujours été rejetées. Aujourd'hui, de nombreux pays soutiennent le texte déposé par la PNG et le Costa Rica. Cette initiative propose des pistes intéressantes pour avancer sur les questions d'additionalité et des liens avec les mécanismes du Protocole des actions de lutte contre la déforestation. Il appelle également à l'établissement "de taux de base pour la déforestation au niveau national, avec des objectifs clairs" dans les pays en développement qui possèdent de nombreuses forêts.

La proposition laisse néanmoins de côté plusieurs sujets, notamment celui du contrôle, des méthodes de définition des objectifs de limite de déforestation, et du fonctionnement du système de crédits. Cette proposition reste néanmoins stimulante car elle traite d'un sujet essentiel pour la prochaine période d'engagements, témoignant de l'envie de certains pays en développement de s'engager sur une question majeure. La déforestation est à l'origine d'environ 20 à 25% des émissions globales de gaz à effet de serre et il est nécessaire de trouver un moyen de l'inclure dans le futur régime, de façon transparente et crédible, notamment en ce qui concerne la permanence des réductions d'émissions, l'attribution des crédits et leurs liens avec le protocole.

Lettre des ONG des Etats-Unis au Premier Ministre Paul Martin

Pour les organisations environnementales états-uniennes, Montréal ne sera un succès qu'à la condition que cette réunion lance un processus clair de négociation sur le régime climatique international après-2012. Cependant, l'opposition répétée de l'Administration Bush à tout système impliquant des mesures contraignantes reste le principal obstacle pour atteindre cet objectif.

“Il n'y a aucune chance que l'Administration Bush change de position sur ce point lors de la Conférence de Montréal. Nous sommes conscients du défi que cela représente pour l'établissement du régime post-2012. Cependant, tout effort pour rallier les Etats-Unis lors de la COP11 serait probablement vain ou risquerait de conduire à un processus de négociation trop faible pour être véritablement effectif. En outre, retarder le lancement du processus de négociation sur le post-2012 conduirait à perdre un temps précieux et à affaiblir l'élan politique donné par l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto.

Il s'agirait d'une erreur stratégique que d'affaiblir le processus émergent de Montréal dans l'espoir de rallier dès maintenant l'Administration Bush. En particulier, une décision pour poursuivre les négociations sur le post-2012, uniquement dans le cadre de la Convention-Cadre, risque par la suite d'être mise à mal par les représentants des Etats-Unis. Une telle décision serait par ailleurs perçue par le public comme un affaiblissement de la volonté politique internationale et minorerait les initiatives en cours au sein de certains Etats fédérés des Etats-Unis et d'autres gouvernements locaux. Nous devons bâtir sur Kyoto et non le jeter aux oubliettes !

Alors que la politique climatique internationale des Etats-Unis semble figée, les mesures prises au niveau interne sont en cours d'évolution. Nous sommes plutôt optimistes sur le fait que le Congrès américain adoptera des mesures domestiques effectives dans un délai compatible avec l'agenda du post-2012. Récemment, le Sénat américain appelait, à travers une résolution, des limites obligatoires et des approches basées sur le marché. Un grand pas en avant depuis la résolution Byrd-Hagel de 1997. Et il semble très probable que la politique nationale prendra ce chemin. Au sein du Congrès, des discussions sont en cours à propos d'une série de lois visant à contrôler les émissions de gaz à effet de serre des Etats-Unis. L'initiative du Congrès reflète l'intérêt croissant du public, des entreprises, des Etats fédérés et des villes pour les politiques visant à lutter contre le réchauffement global. A l'inverse, l'opposition constante de l'Administration Bush à des limites d'émissions semble dépassée.

Le leadership du reste du monde et en particulier l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto ont impulsé les efforts menés au niveau étatique, régional et fédéral aux Etats-Unis. Il est vital pour ces initiatives émergentes que l'élan donné au niveau international se poursuive. Nous apprécions grandement le soutien de nos hôtes canadiens et des autres Parties au Protocole de Kyoto à un régime multilatéral efficace de lutte contre le changement climatique. Afin d'économiser du temps et de préserver l'élan politique, la meilleure approche à Montréal consisterait à développer une vision sur le long terme, d'un régime dont les Etats-Unis feront un jour partie”.

Ils ne vont tout de même pas négocier sous le ...



protocole de K..... ?!!



FOSSILE DU JOUR

Surprise ! Le premier fossile du jour de la COP-MOP1 est attribué aux Etats-Unis, la seule délégation arrivée à Montréal en déclarant d'emblée qu'ils n'étaient disposés en rien à parler du futur processus de lutte contre le changement climatique. Le temps presse pour prévenir les changements climatiques dangereux, et le plus gros émetteur de la planète dit avec aplomb au reste du monde qu'il bloquera n'importe quel processus significatif pour sortir de ces discussions. Les délégations doivent prendre note de cette position insoutenable et ne pas laisser ce pays bloquer les choix nécessaires.

En seconde place, l'Arabie Saoudite, qui se présente comme la vertu incarnée de la justice carbone et de la jurisprudence, explique aux délégués que nous avons besoin d'un amendement au protocole de Kyoto pour assurer le système d'Observance. Cherchant un système “superextramitable” de mise en conformité, l'Arabie Saoudite propose qu'un tel amendement soit lié... à la décision de COP/MOP pour adopter le système de conformité.

Une décision peut se faire simple et franche, alors faisons-là dès demain mercredi. Nous n'avons pas besoin d'amendement aujourd'hui et nous savons bien qu'il n'y a rien d'angélique dans cette proposition !

Le traditionnel “fossile-du-jour” est remis chaque soir à 18h au rez-de-chaussée (210 près du centre documentaire). Cette année le prix symbolique est une poignée de sable bitumineux de l'Athabasca (pouah !). On trouvera l'histoire du prix et l'historique des palmarès attribués par les ONG d'environnement sur : www.fossil-of-the-day.org.

Marche mondiale pour le climat

3 décembre 2005

Conférence de presse à l'Holiday Inn Select (coin du Palais des Congrès) à 10h30

REMERCIEMENTS

Le Réseau Action Climat-France remercie le MEDD et Raphaëlle Gauthier, Antoine Bonduelle, Benoit Faraco, Diane Vandaele, Morgane Créach et l'équipe de ECO anglais. ECO français est disponible sur :

www.rac-f.org